le monde libertaire

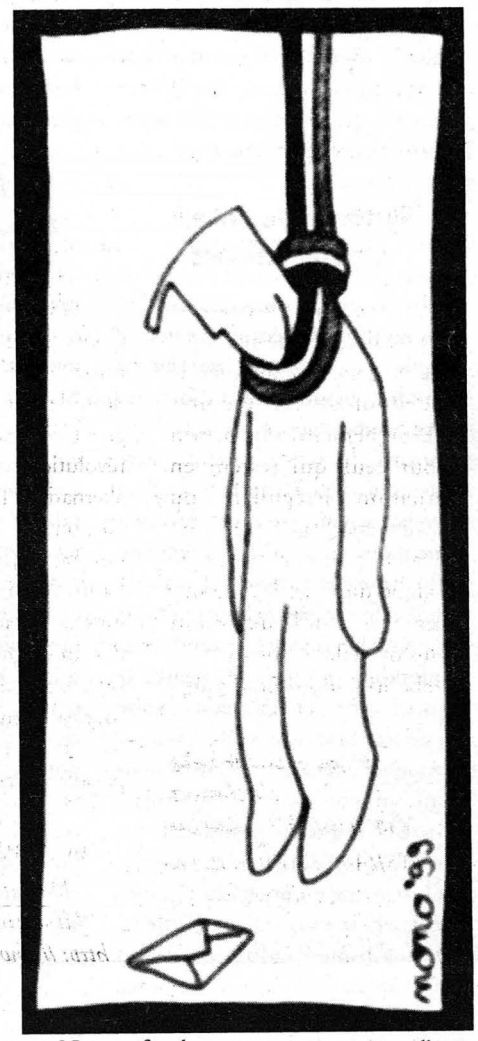
Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

Supplément au n° 1271
7 au 13 mars 2002

Gratuit

ISSN 0026-9433

Puisque élection rime avec illusion il reste la lutte et... l'abstention



L'ABSTENTIONNISME est la conséquence logique, rigoureuse, inéluctable des principes sur lesquels reposent les données fondamentales de l'anarchisme. Nous sommes favorables à une transformation radicale de la société, c'est à dire à l'accomplissement de changements réels et en profondeur et, dans le même temps, nous nous opposons à toute délégation de pouvoir, à tout abandon de notre souveraineté individuelle.

Nous nous considérons comme des acteurs de nos vies et non comme des spectateurs. En vérité, notre abstentionnisme est le refus très net d'entretenir toute illusion. L'abstentionnisme anarchiste n'est pas une attitude de circonstance !

Aux antipodes de l'apolitisme, de l'antiparlementarisme de droite ainsi que de l'opportunisme propre aux partis de gauche, ce refus de l'électoralisme s'accompagne d'un engagement jamais démenti au cœur des luttes sociales.

L'abstentionnisme anarchiste n'est pas une forme d'opportunisme et encore moins un désintérêt face aux conditions déplorables réservées aux chômeurs, précaires, exclu(e)s et salarié(e)s, des catégories qui mènent leurs propres luttes pour améliorer leurs conditions.

Le refus de participer aux élections ne peut être considéré comme un acte passif, dès lors qu'il s'accompagne d'une prise de conscience des difficultés liées à l'agencement inégalitaire de la société d'exploitation. Par ailleurs, il conduit les individus conscients, à s'engager résolument sur la voie de la révolution sociale, ...directement ou si vous préférez : sans aucun intermédiaire !

L'abstentionnisme est, avec l'antiétatisme et la lutte contre l'autorité, un des traits majeurs de l'idéologie anarchiste. C'est le clivage essentiel entre nos conceptions de la lutte sociale et politique et celle des autres courants se réclamant du socialisme, même si ces derniers s'affublent des divers épithètes : « révolutionnaires », « réformistes » ou « gradualistes »...

Un clivage qui fut à l'origine de la scission au sein de la Première Internationale et, dès 1896, de la division entre les courants socialistes[1] et anarchistes[2].

D'un côté, et cela était valable hier comme aujourd'hui, la pratique réformiste et électoraliste s'est accommodée d'une participation gouvernementale et d'une gestion de « gauche » du capital. De l'autre, l'action directe des masses s'est proposée comme but : la destruction du pouvoir étatique et l'éradication de l'exploitation capitaliste.

Nous pouvons affirmer que l'abstentionnisme que nous prônons est l'expression d'une réelle volonté de classe comparée à l'interclassisme qui est la réalité des isoloirs et des urnes.

Notre avons toujours lutté en faveur de l'abolition de l'État et du rejet des institutions libérales en tant qu'instruments de domination politique et d'oppression sociale.

L'histoire du mouvement ouvrier nous renseigne utilement sur l'attitude de tous les courants qui ont entretenu, à dessein, la mystification électoraliste : celle qui tend à faire croire que les élections peuvent aider à corriger, de manière graduelle, les bases inégalitaires et hiérarchisées de la société d'aliénation.

D'autres courants entretiennent une autre mystification, opportuniste celle-là, qui utilise les résultats électoraux à des fins dites « révolutionnaires ». Deux types de mystifications qui sapent la combativité des exclus, des opprimés et des travailleurs.

Depuis 1981, la preuve nous a été fournie, de manière formelle, que l'électoralisme conduit à l'impasse. Les divers programmes de gestion de gauche du capital n'ont absolument pas fait reculer la misère, les inégalités, les hiérarchies etc. Mieux, les dysfonctionnements sociétaires sont allés en s'amplifiant !

Les partis de gauche comme les partis de droite s'attachent à gérer la société telle qu'elle est... Ils ne tiennent pas à la changer ! Tout au plus s'emploient-ils à en modifier, superficiellement, les traits les plus durs afin de faire avaler l'amère pilule des privations et de l'exploitation au plus grand nombre.

D'autres, malgré cette réalité, continuent à défendre l'électoralisme.

Ils font, nous disent-ils, un vote sans illusion (?), un vote « contre », un vote « sanction », un vote « barrage », un vote « autrement »... Quelques fois un vote « blanc »[3]. Mais à coup sûr il s'agit toujours d'un vote : le vote quand même !

Il s'agit, là encore, de l'illusion toute réformiste (une sorte d'opium du peuple) qui entretient la croyance du changement sans luttes ou par le biais du suffrage... Une pratique qui nourrit le système en place et qui se sert des exclus, des chômeurs et des travailleurs comme d'une vulgaire masse de manœuvre « électorale ».

Certains nous demandent aujourd'hui d'aller voter comme, jadis encore, les gouvernants s'employaient à nous convaincre de partir à la guerre :

Pour la « bonne cause », pour « la der des der », sans même nous obliger à *« y croire vraiment »*.

Nous savons que les luttes sociales se mènent en dehors des allées du pouvoir étatique et contre lui. C'est même la condition de leur réussite.

Nous savons aussi que nous ne pouvons rien attendre d'un changement de personnel politique.

Notre refus d'aller voter s'accompagne donc de la mise en œuvre d'un processus d'action directe, pour l'ensemble des acteurs conscients de la nécessité de changements radicaux. L'action directe, c'est à dire :

– la mise en perspective de réflexions et actions susceptibles d'affaiblir le système inégalitaire et de profits...

– La prise en main des luttes, l'occupation des lieux de contestation et de vie, par les intéressés eux-mêmes.

Fondamentalement nous exprimons là les prémisses d'une démarche et d'une pratique autogestionnaire.

Notre abstentionnisme nous l'avons dit, n'a rien de circonstanciel. En fait, il incarne une chance véritable, et probablement la seule, d'approcher la révolution sociale et la société future, égalitaire et communiste libertaire.

Notre refus de voter trouve sa raison d'être dans l'analyse historique du rôle néfaste et contre-révolutionnaire de l'électoralisme, du système bourgeois et du Parlement.

Il est, par essence, le refus de la délégation de pouvoir en faveur d'une chambre, d'un État, d'un parti, d'une avant-garde ou d'un sauveur, fut-il suprême !

Si nous refusons de voter dès maintenant, c'est pour que les individus soient acteurs dans la société future, telle que nous l'envisageons. Une société dans laquelle il pourront décider souverainement et solidairement.

L'action directe des individus et des masses devient, de ce fait, la seule alternative crédible à tous les renoncements politiciens.

Edward

groupe Puig-Antich

1 Cer derniers, dès cette époque, vont s'engager sur la voie du parlementarisme et de la politique politicienne.

2 Le mouvement anarchiste va, dès la fin du XIXe siècle, s'engager dans la lutte sociale, notamment au sein du mouvement syndicaliste révolutionnaire des origines (création de la CGT en 1895).

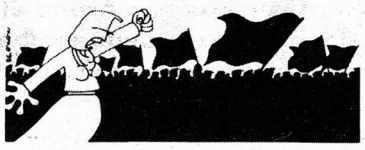
3 Une précision est ici nécessaire. Si le refus de l'électoralisme nous conduit à rejeter tous les acteurs « politiques » – de l'extrême droite à l'extrême gauche – qui le légitiment et le nourrissent par le biais de leur participation... Il nous conduit, de la même manière, à stigmatiser le vote « blanc » .

En effet ce type de participation revient à sacraliser le système lui-même en laissant penser que, malgré l'absence de tout(e) candidat(e) susceptible de représenter vraiment un «citoyen» lambda, ce dernier se déplace pour accomplir son devoir !

Et, qui plus est, au sortir de l'isoloir cet électeur s'adonne au même rituel, qui consiste à déposer consciencieusement une enveloppe dans une urne, laissant penser qu'il a désigné un(e) des candidat(e)s (c'est à dire toutes et tous à la fois)... lui qui n'en reconnaissait aucun(e) !

Meeting le 12 avril à Paris, à l'Ageca – 177, rue de Charonne

Elections, pas question !



Les anarchistes s'opposent aux élections. Ils ne sont pourtant ni irresponsables ni antidémocratiques.

Comme tous les sept ans, bientôt tous les cinq, le grand cirque électoral commence. Contrairement aux autres partis, nous, anarchistes nous y opposons. Pourquoi ?

Système de vote... à deux vitesses

D'abord nous pensons (et nos affirmations sont vérifiées au quotidien) que le jeu électoral, ne saurait résoudre nos problèmes. Voter un peu c'est abdiquer beaucoup ! Nous refusons de reproduire un acte d'abandon de souveraineté : en l'occurrence voter... Nous croyons également que les scrutins peuvent être influencés par l'argent. La propagande diffusée par la classe politique de gauche, toutes tendances confondues, propagande relayée le plus souvent par les médias, voire les associations dites « citoyennes «, s'emploie à dénoncer notre abstentionnisme comme étant de nature à favoriser le Front national. Il est bon de montrer et de démontrer qu'historiquement, sociologiquement et même culturellement, l'électoralisme conduit, par le jeu des alliances et des rapports de force inhérents à ce système, à une impasse : l'avènement du totalitarisme politique. Ajoutons que le fascisme, les fascismes, se nourrissent de l'arithmétique politicienne tout en s'appuyant sur les déséquilibres sociaux. Mais attention pas question pour autant d'abandonner toute politique. Nous sommes aux côtés de toutes celles et tous ceux qui se battent pour un monde plus juste et libre. Nous prônons simplement d'autres formes de lutte.

Peut-on s'allier avec les électoralistes ?

La foi dans les institutions parlementaires lorsqu'on a derrière soi la majorité de la nation, est fermement critiquée par les anarchistes. Elle signifie inévitablement la conclusion d'un « pacte politique » entre des partis électoralistes recherchant le pouvoir – et non une véritable alternative – et, les révolutionnaires, désirant changer radicalement la société. Or, pouvoir et exploitation sont inéluctablement liés. Les États, quels qu'ils soient, fonctionnent selon le principe de la substitution de pouvoir, c'est-à-dire qu'ils canalisent dans un nombre de mains réduit, au nom de la société civile, la légitimité de celle-ci. La majorité de la population ne peut donc avoir qu'une souveraineté plus ou moins fictive.

Droite/gauche même combat

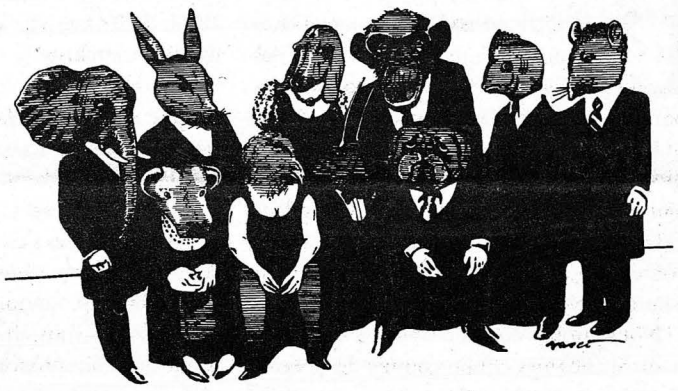
Comme nous l'avons dit la droite et la gauche, ont entamé, leurs campagnes électorales respectives. Déjà Chirac nous a ressorti sa fracture sociale... Tous parlent de la loi du marché de la nécessité de la mondialisation. Certains prétendent vouloir « un capitalisme à visage humain » à l'aide d'une taxe ou d'institutions, d'autres encensent la liberté d'entreprise ou déclarent lui être opposés sans proposer de véritables alternatives. Un autre cheval de bataille est le « sécuritaire ». A cette occasion droite et gauche ont repris les vieux discours populistes et réactionnaires, promettant de « dresser » la jungle des banlieues, d'augmenter les effectifs de la police (la grogne des flics est tombé à pic). Ils profitent de l'occasion pour développer tout un arsenal répressif (LSQ...). Elles sont bien oubliées les promesses de régularisation des sans papiers ! Le vent a tourné, les candidats aussi ! Exceptés les fachos, égaux à eux-mêmes dans leur connerie (Mégret a promis de réprimer les « talibans de banlieues »), la similitude des discours est frappante. Pas un mot sur les licenciements, alors que la loi, pourtant bien timide a été censurée par le conseil constitutionnel. Tout ceci nous prouve bien que les élus, de gauche comme de droite, changent de discours d'une élection sur l'autre, adoptant le meilleur sujet pour avoir des voix et, non le plus utile, ou le plus urgent.

Fiction de la représentation

La démocratie représentative repose sur la fiction du règne de la volonté populaire, exprimée par de soi-disants représentants de la volonté du peuple. Ainsi permet-elle de réunir les deux conditions indispensables à l'économie capitaliste : la centralisation de l'État et la soumission de la souveraineté du peuple à la minorité régnante. En effet, dans ce type de démocratie, le peuple élit des personnes censées le représenter. Le candidat fait moult promesses à ses électeurs, sur le thème du moment (aujourd'hui le sécuritaire), qu'il ne tiendra pas. Une fois en place, il échappe à notre contrôle pour la durée de son mandat ! Il va profiter du pouvoir pour ramasser de l'argent par le biais de la corruption. Une raison de plus pour résoudre nos problèmes nous-mêmes! Nous pouvons constater que les élus se laissent, à loisirs, dicter leurs conduites par les grands patrons (PARE, loi sur les retraites, exonérations fiscales...). A cela plusieurs solutions existent, la révocabilité entre autres. La véritable fonction de la démocratie représentative n'est pas tant de garantir la liberté des citoyens que de créer les conditions favorables au développement de la production capitaliste, qui exigent un appareil d'État centralisé et fort, seul capable d'assujettir des millions personnes à leur exploitation.

Révocabilité et autogestion

Révocabilité, ce mot magique, signifie que les élus ne seront plus en place pour une durée fixe, mais pourront être destitués par le peuple (le MEDEF sera content, on est d'accord pour licencier !). Mais, me direz-vous, nous ne pouvons pas faire une élection législative tous les trois mois. C'est pour cela que les libertaires pensent qu'il faut fonctionner sur la base de l'autogestion, c'est à dire que les problèmes de la communauté se résoudront lors d'assemblées renouvelées régulièrement. Pas besoin de lois ni de règlements inadaptés et arbitraires. Toutes les décisions sont prises collectivement et directement par les habitants. Enfin l'assemblée, composée des membres de la communauté, pourra délivrer des mandats.



Les mandats : un système de vote anarchiste

En quoi consiste un mandat ? Il s'agit, tout simplement, de charger quelqu'un – qui s'est proposé spontanément – de résoudre une tâche précise pour la communauté. C'est l'assemblée qui attribue ce mandat par vote. Dès sa fin, le mandat n'a plus lieu d'être et perd toute valeur. Il est révocable et par-là même renouvelable. Le travail du mandaté peut-être critiqué et contrôlé. Ajoutons qu'un mandat ne donne absolument aucun pouvoir sur les autres.

Démocratie directe, fédéralisme et hiérarchie

Dans le cas d'une démocratie représentative, le peuple vote pour élire un président et une assemblée dirigeant des sous-chefs dirigeant... D'emblée nous rappelons que les plus pauvres (sans-abris, sans-papiers) sont exclus du scrutin. Evidemment à ce hiérarchisme nous opposons le fédéralisme. Ce qui veut dire que toutes les communautés, douées chacune d'une assemblée indépendante, seront reliées et travailleront ensemble, sans que l'une d'elles prenne le pas sur les autres. Selon la situation géographique ou démographique elles seront plus ou moins fortes dans tels ou tels domaines, mais, bien que toutes différentes, elles resteront toutes égales. C'est cela le fédéralisme.

L'anti-étatisme pilier de l'anarchisme

Pour les anarchistes, l'État est une machine oppressive. En effet, il est composé d'une lourde bureaucratie, et sert la classe dirigeante. Tout comme le peuple russe en 1917, nous voulons des assemblées de quartiers, composées des habitants et non des centaines de ministères, de commissions parlementaires, de sénats et autres cirques dégénérés, dénués d'un quelconque trait populaire, corrompus, et incontrôlables. Nous voulons la possibilité pour les individus de se regrouper dans des comités de quartiers, d'usines, de villages, ou dans des lieux culturels.. Nous ne voulons pas d'élus essayant à tout prix de garder leurs pouvoirs, mais des personnes gérant, elles-mêmes, et ensemble leurs problème.

Nous refusons aux dirigeants des pays riches, le droit de piller les pauvres (encore et toujours plus), au besoin en unissant leurs efforts.

Nous militons pour plus de solidarité entre des individus organisés de façon non hiérarchisée.

Et, si nous désirons la destruction de l'État, ce n'est pas pour le remplacer par pire, comme le voudrait le MEDEF... à savoir la dictature des entreprises.

En guise de conclusion

J'entends déjà des voix me disant, tout cela est bien beau, mais fort abstrait, et carrément utopiste. Et bien non. Nous avons derrière nous les expériences de la Commune de Paris (1871), des soviets de la révolution russe (1917), la maknovtchina (1919/1921), de la Révolution espagnole (1936/1939).

De façon beaucoup moins célèbre, nous avons l'expérience de cent ans de militantisme dans une organisation qui fonctionne en anarchie : la Fédération anarchiste.

Pierre
CLAAAAAASH

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 – Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977 – Routage 205 – Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde libertaire

Rédaction – Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 nos	❑ 20 €	❑ 32 €	❑ 27 €
6 mois 25 nos	❑ 38 €	❑ 61 €	❑ 46 €
1 an 45 nos	❑ 61 €	❑ 99 €	❑ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe banquaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèque postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM ..... Prénom.....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville.....
Pays .....

❑ Chèque postal ❑ Chèque bancaire
❑ Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Transports gratuits : le mouvement gagne

ÉCONOMIQUEMENT fiable, socialement juste, écologiquement indispensable, la gratuité des transports collectifs est une revendication que les pouvoirs publics ne pourront pas longtemps ignorer. Point de convergence d'impératifs aussi divers que ceux d'entière application du droit à la liberté de circulation, de réappropriation de l'espace public, d'urbanisme à visage humain, de cohérence gestionnaire, notre lutte représente aussi une remise en question du rapport marchand, une invitation à repenser la problématique usagers/services publics.

Par ailleurs, cette lutte se veut pragmatique : née de constatations simples, telle que le faible poids de la billetterie dans le budget des transports collectifs, la lourdeur des investissements inhérents au système payant, les sommes colossales dégagées pour l'entretien et le développement du réseau routier, elle prétend avant tout viser les disparités constatées en matière de déplacement. Entre le cadre circulant en voiture de fonction sur une artère payée par le contribuable lambda, et le érémiste contraint de régler un billet plein tarif, l'inégalité est la règle. Or, la gratuité demeure notre meilleur outil quand l'objectif est de rétablir une égalité de fait.

Dans le même ordre d'idée, n'oublions pas que la plupart des trajets que nous effectuons restent liés au travail. Les principaux bénéficiaires des transports publics étant nos employeurs, il semblerait logique qu'ils participent aux frais, bien au-delà du classique remboursement à cinquante pour cent. De ces différents paramètres (dont le moindre n'est pas le coût écologique de l'option tout-automobile), il ressort que l'instauration, à court terme, de la gratuité dans les transports, rapporterait plus que ne coûte l'actuel système payant.

Certaines villes ont d'ores et déjà fait le pari de la gratuité : toutes s'en félicitent. Dans de nombreuses agglomérations de grande ou de moyenne dimension, des collectifs se sont crées, et mènent des actions visant à sensibiliser les usagers au thème de la gratuité. À Paris, le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants) organise régulièrement des opérations « portes ouvertes », permettant, durant quelques heures, d'assurer concrètement la gratuité de l'accès à une partie du réseau. Ce collectif mène également des actions contre la vidéosurveillance, la criminalisation de la fraude, ou d'autres aspects spécifiques.

Pratique originale et revendication sociale pertinente, la lutte pour le libre accès aux transports collectifs est immanquablement appelée à se développer dans les mois, les années qui viennent. À chacun d'y participer, de la mener à sa manière, de la nourrir de ses expériences.

Frédéric

Agir au lieu d'élire

« *AGIR AU LIEU D'ÉLIRE* » n'est pas uniquement un slogan. C'est aussi, et avant tout, la motivation profonde, militante, qui nous anime quand il s'agit de participer directement à l'agencement de nos vies.

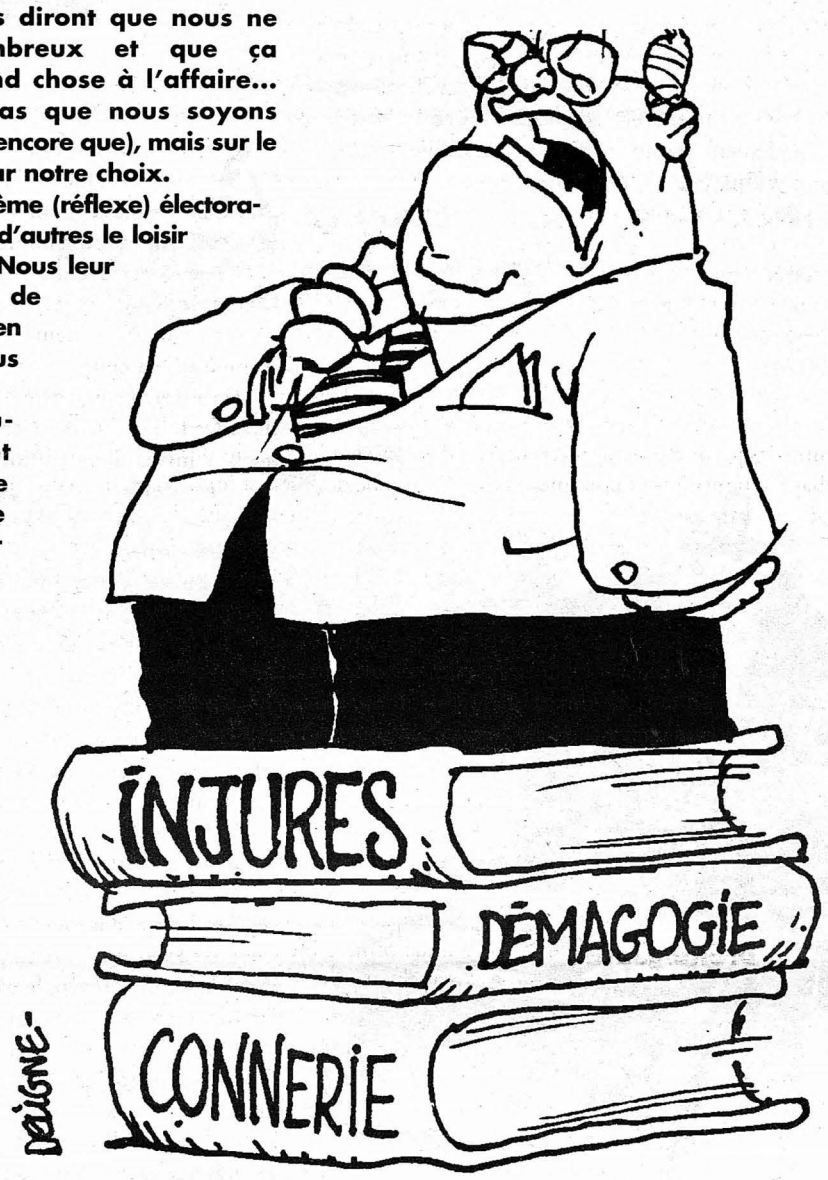
Bien sur, certains diront que nous ne sommes pas nombreux et que ça ne change pas grand chose à l'affaire... Ils ont tort. Non pas que nous soyons tellement nombreux (encore que), mais sur le changement opéré par notre choix.

En refusant le système (réflexe) électoraliste, nous refusons à d'autres le loisir de nous représenter. Nous leur refusons le « droit » de parler à notre place, en tous temps et en tous lieux.

Nous leur refusons la légitimité et son corollaire, le pouvoir, que le simple acte de voter leur attribue !

Nous reprenons à notre compte l'idée simple et généreuse que la démocratie directe supplante toute autre forme de démocratie (représentative, bourgeoise, socialiste, participative, citoyenne...), dès lors qu'elle nous offre le droit de choisir directement et nous impose le devoir de lutter tout aussi directement.

Action et démocratie directes sont les deux jambes d'un peuple qui se remet à marcher et se remet à penser un monde meilleur.



Sang contaminé, vache folle, nucléaire, OGM, risques industriels... La démocratie c'est vraiment du bidon !

APRÈS l'énorme explosion de l'usine AZF de Toulouse le 21 septembre dernier, passé la colère des premiers jours, les habitants de la ville rose ont pu mesurer combien il est imprudent de laisser au politiciens de tous bords le pouvoir d'organiser la vie de la cité.

En effet une étude de danger publiée par la DRIRE le 27 novembre, soit plus de deux mois après la catastrophe, est venu confirmer ce dont beaucoup d'entre nous savaient déjà : les habitants de l'agglomération sont en danger de mort permanent. Les usines du pôle chimique et en particulier la SNPE stockent, produisent et font transiter des substances hautement toxiques en plein cœur de la capitale de la région Midi-Pyrénées. Les milliers de tonnes d'ammoniac, de phosgène et autres produits dangereux fabriqués, stockés et manipulés au sud de la ville sont susceptibles d'engendrer en cas de fuite des effets mortels sur les habitant(e)s dans un rayon d'au moins dix kilomètres autour du site qui a explosé le 21 septembre dernier ! (Les modèles de simulation utilisés ne permettent pas d'évaluer ce qui se passerait au delà...). Le périphérique toulousain passe à 100 mètres du cratère de 50 mètres de diamètre creusé par l'explosion !

On ne nous fera pas croire que les industriels, les pouvoirs publics et les élus ignoraient le danger qu'ils faisaient courir à la population en autorisant la construction de logements près du site et en encourageant l'extension des activités du pôle chimique.

C'est toujours la même chanson, dans une société orientée vers la recherche permanente du profit, l'État et les pouvoirs publics se chargent d'organiser nos vies pour faire tourner la machine à produire. Et tant pis s'il faut prendre des risques : en face du risque il y a les bénéfices des industriels et des actionnaires, il y a le PIB. Voilà ce qui justifie que l'on ait fini d'écouler les stocks de sang contaminé ou de farines animales. Voilà ce qui autorise notre démocratie à nous imposer le nucléaire, les OGM et le risque industriel.

La grande messe électorale bat son plein et Toulouse voit défiler tous les candidats sur les ruines d'AZF : déclarations creuses, récupération politicienne voilà la soupe qui nous est servie. Pendant ce temps pas un élu, pas un responsable ne prendra de décision quand à l'avenir du site. Des débats « démocratiques » bidons sont même organisés pour faire croire au gens que ce sont les citoyens qui décident.

De nombreux Toulousains et Toulousaines ont bien compris qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes s'ils souhaitent décider de leur avenir. Regroupés en collectifs, ils et elles s'organisent et agissent pour ne plus subir passivement. La lutte sera longue tant il est vrai que les questions qui sont posées remettent en cause en profondeur toute l'organisation de la société. Ce n'est assurément pas au fond des urnes électorales que nous pourrons prendre en main notre avenir. Si nous voulons nous construire d'autres futurs que celui de la mort industrielle, nous n'avons pas d'autre choix que d'agir au lieu d'élire ! Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs !

groupe Albert-Camus
Fédération anarchiste, Toulouse

La FA aux côtés des sans-papiers de Perpignan

TRÈS TÔT INVESTIE dans la lutte engagée par les sans-papiers, la FA perpignanaise s'est référée à trois grands principes : une constante reprise des analyses et des propositions anarchistes ; le fait de privilégier la présence physique réelle à la production des discours partisans et politiciens ; une position claire et responsable favorisant la finalité de la lutte : la régularisation de tous les sans-papiers.

Ainsi, nous avons pu dénoncer l'agencement des flux migratoires au profit exclusif des tenants d'un capitalisme sauvage et agressif. Nous avons constamment revendiqué la liberté de circulation pour les personnes ainsi que la possibilité de vivre et de s'installer là où elles le désirent, sans considération de frontières !

Nous avons dénoncé la « république » qui s'accommode de mythes et de droits « faussement égalitaires », constamment démentis et bafoués au nom de la raison d'État ou de la raison des institutions économiques et financières.

Mais par dessus tout c'est l'auto-organisation de la lutte et l'action directe des acteurs de celle-ci qui nous ont permis d'atteindre les buts que nous nous étions toutes et tous fixés en commun.

Toutes les assemblées générales furent souveraines et fonctionnèrent à l'unanimité – principe libertaire incontestable – et permirent ainsi à la lutte, de garder son caractère unitaire, hors des errances « politiciennes ». Ce mode de fonctionnement a mis en valeur la réelle capacité des sans-papiers à la gestion « libertaire » de leur lutte... Toutes les décisions se prirent collectivement après de réels débats.

La FA perpignanaise n'a jamais, au cours de la lutte, tourné le dos à ses responsabilités militantes au sein du Comité de soutien, participant à toutes les actions, y compris celles menées vers la Préfecture : dépôts des dossiers ; venue de Quinqueton (rédacteur de la circulaire « Chevènement », en août 99. Des péripéties qui ne nous effrayèrent pas, dès lors qu'elles permirent à l'ensemble des personnes qui luttaient aux côtés des sans-papiers de voir très nettement les limites des démarches politiciennes, réformistes et administratives.

Du reste nos analyses et nos positions concernant la lutte contre l'État ne varièrent pas d'un iota et l'action directe n'en est sortie que renforcée, revivifiée...

Nous avons pu gagner et obtenir la régularisation de nos 43 compagnons du Collectif, sans nous en remettre aux politiciens, en luttant au quotidien.

groupe Puig-Antich de la FA
Perpignan, mars 2002

Agir au lieu d'élire

Mondialisation

« La mondialistion néolibérale » est une sphère sans politique sur laquelle les problèmes ne sont perçus que comme des données de pure gestion, où les choses et les personnes sont gérées de la même façon.

L'individualisme, au nom de la liberté individuelle, est un des fondements sur lequel la « mondialisation néolibérale » prend assise.

Au contraire de la solidarité, l'assistance coercitive se fonde sur le principe de l'individualisme, qui sépare les hommes et les agglutine en une masse informe.

La manipulation des masses n'a de prise que sur l'isolement et la sérialisation des êtres humains. Là où seul prime l'intérêt personnel, aucune place n'est laissée à la responsabilité collective, écologique ou historique.

L'individu est contrôlé et manipulé dans le domaine de la production (le travail) mais surtout dans celui de la consommation, là où on lui fait croire qu'il exerce son libre choix.

Se développe ainsi une fausse autonomie de l'individu qui se traduit par une dépendance de la vie par rapport à l'économie, au processus d'accumulation et à la recherche aveugle du profit.

Dans ce no man's land, un nombre croissant de personnes n'ont pas la base d'une existence digne.

La répression individuelle, comme sociale, déforme l'homme, le fragmente et le prive de l'intégralité de son humanité.

La réalité est pourtant modifiable. À condition d'aller vers une émancipation sociale existentielle et non plus seulement économique ou politique.

Ce qui implique la nécessité d'une ouverture des consciences, afin que les gens s'interrogent sur la signification de leurs actes.

Ce qui exige d'être en capacité de penser et de ressentir par soi même, donc d'apprendre à dire non au pouvoir.

Ce qui signifie prendre le risque de la désobéissance, donc de la liberté. Puisque la désobéissance est la condition de liberté et la liberté celle de la désobéissance.

Didier Aresi

Femmes et pouvoir

Au fil du temps, la signification des mots évolue. Il en est ainsi par exemple du mot « démocrate ». Au masculin comme au féminin.

Chacun et chacune connaît sans doute l'ancien sens de ce mot. Aujourd'hui, il aurait plutôt celui de « démago ». Au féminin comme au masculin.

En effet, la marotte – relativement – récente de nos chers et chères démocrates nous a mises dans l'injonction, nous les femmes, de faire dorénavant comme les hommes : participer au cirque électoral. La fameuse parité.

Depuis maintenant un peu plus d'un demi-siècle, nous avions le droit de voter. Maintenant, nous avons officiellement le droit au pouvoir.

Et les hommes n'ayant pas l'apanage de la connerie – ce serait quand même beaucoup trop simple – il se trouve nombre de leurs consœurs pour tomber dans le panneau... électoral, en plus de celles qui nourrissent de vraies ambitions de carrière politique, évidemment.

La véritable question est : qu'est-ce que cela va changer à la vie des femmes ?

Tout comme le vote en général ne change rien à la vie du citoyen, la parité accordée aux femmes ne change rien à la vie des femmes.

Que celles qui y voient une énième victoire de la lutte des femmes ouvrent bien grand leurs yeux :

– Quid des agressions et harcèlements sexuels au travail, dans la rue, à la maison ?

– Quid des discriminations salariales du fait d'être une simple femme ?

– Quid de l'image publique de la femme véhiculée par les publicités, de plus en plus affligeantes et avilissantes ?

– Quid de la prostitution en général et de celle des mineures en particulier, plutôt en hausse, elle ?

– Quid du double travail de la femme qui rentre du boulot et qui a tout à faire à la maison ?

Nous savons que notre modèle de démocratie occidentale si envié de par le monde (nous dit-on) n'est pas celui par lequel les femmes trouveront solutions à leurs maux.

Ce modèle donne aux hommes et aux femmes l'illusion de leur liberté mais ne résout en rien leur oppression au quotidien.

Certes, il est d'autres pays dans lesquels d'autres hommes et d'autres femmes croient que l'établissement d'une démocratie serait la solution parce qu'ils et elles subissent une dictature dont les effets sont sans commune mesure avec ceux que nous subissons de notre monde occidental. Quoique, rappelons-nous de Gênes, de Stockholm...

C'est bien là que réside l'illusion : une démocratie parlementaire n'est qu'un leurre de liberté.

Soyons certaines : ce sera comme pour n'importe quelle lutte (conditions de travail, emploi, meilleur cadre de vie, papiers, etc.), les femmes n'obtiendront la fin de leur oppression qu'en prenant elles-mêmes leurs affaires en main.

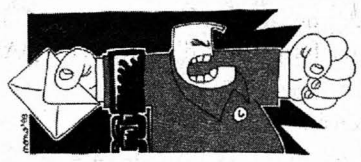
Le slogan « que personne ne décide pour toi » est à la mode... électorale.

Il nous convient parfaitement : pour nous, femmes anarchistes, il signifie qu'aucun politicien, qu'aucune politicienne, ne décide pour les femmes à la place des femmes.

Alors qu'une certaine Elisabeth Dmitrieff envoyée par Marx mettait en place l'union des femmes à Paris en 1871, une communarde nommée Louise Michel écrivait : « le pouvoir est maudit, c'est pour cela que je suis anarchiste ».

La formule un peu vieillotte, certes, est toujours d'actualité. Donc : pas de cirque électoral pour les femmes non plus.

Martine



Débat sur l'insécurité : menace sur nos libertés

Oui, l'insécurité va encore être le principal thème de débat des prochaines échéances électorales. Le 11 septembre n'aura qu'amplifié ce phénomène. Et pour cause ; changer de société par les urnes est une gageure que les politicards n'essaient même plus de nous faire gober. Il faut donc bien, quand on a renoncé à réduire les inégalités, trouver une façon de gérer la misère et son lot inévitable de déviances, de folie, de délinquance, de haine aveugle et aussi de saines révoltes. Dans un contexte où les inégalités se creusent, attiser le sentiment d'insécurité permet aussi à l'État de se donner une justification (protéger les braves gens) dont on peut être nombreux à douter.

Les puissants ont fait leur choix, appuyés par une propagande médiatique écœurante : criminaliser la misère et placer la population sous un contrôle social de plus en plus important à coup de construction de prisons, d'arrêtés anti-mendicité, de connexion de fichiers informatiques, de vidéosurveillance, de flicages de nos rues en se servant de l'alibi « lutte contre l'insécurité ». Et si vous protestez, c'est que vous avez quelque chose à vous reprocher !

La loi dite de « sécurité quotidienne » votée dans la foulée du 11 septembre s'inscrit dans cette dynamique. Son caractère liberticide est effrayant ; elle fait de tous et toutes des suspects permanents. L'ampleur de cette offensive nécessite une riposte.

Informer des risques encourus pour nos libertés est une étape nécessaire. Lutter directement contre la mise en place de ces politiques sécuritaires participe à cette résistance. C'est par exemple ce que font actuellement nos camarades du Gard en s'opposant à la mise en place d'arrêtés anti-mendicité sur la ville de Nîmes, ou divers collectifs qui luttent contre la vidéosurveillance.

Enfin, rappelons que ces luttes ne doivent pas être déconnectées de la problématique du partage des richesses car le sentiment d'insécurité est intimement lié à la montée des inégalités. Et ça on va pas le changer en votant !

G.B.

groupe Un Autre Futur
Montpellier

Réunions publiques

9 mars : Nîmes

Le groupe Gard-Vaucluse de la FA organise une réunion publique sur le thème « Agir au lieu d'élire ». Le débat est prévu à 20 h 30, au Centre culturel Pablo Neruda de Nîmes, salle 2. Entrée libre.

12 avril : Paris

Meeting « Quelle alternative aux élections ? Agir au lieu d'élire, le délire sécuritaire... » à l'Ageca, 177, rue de Charonne, organisé par les groupes parisiens de la Fédération anarchiste.